

GARANT.E.S DE CONCERTATION

Notice d'information jointe à l'appel à candidatures

I. La concertation, une procédure participative encadrée par la loi

Selon les dispositions du code de l'environnement, la Commission nationale du débat public (CNDP), autorité administrative indépendante créée par la loi du 27 février 2002, est chargée de veiller au respect de la participation du public durant le processus d'élaboration des projets d'aménagement ou d'équipement d'intérêt national, régional ou local, ayant une incidence importante sur l'environnement ou l'aménagement du territoire.

Pour ce type de projets, le code prévoit deux procédures participatives : la concertation et le débat public. Elles visent à garantir le droit à l'information et à la participation du public et elles sont décidées et gérées par la CNDP.

Les garant.e.s n'interviennent que sur les procédures de concertation.

La concertation doit permettre au public :

- d'accéder librement à l'ensemble des informations en lien avec le projet ou la concertation ;
- d'avoir une incidence réelle sur les décisions prises par le porteur de projet, notamment par la formulation d'observations et de propositions sur le projet et/ ou la concertation ;
- d'être informé de la manière dont il a été tenu compte de ses observations et propositions dans les décisions d'autorisation ou d'approbation.

Le champ de la concertation, quant à lui, est particulièrement large et doit permettre de débattre :

- de l'opportunité, des objectifs et des caractéristiques du projet ;
- des enjeux socio-économiques qui s'y attachent ainsi que de leurs impacts significatifs sur l'environnement et l'aménagement du territoire ;
- des solutions alternatives, y compris pour un projet, de l'absence de mise en œuvre ;
- des modalités d'information et de participation du public après concertation préalable.

Les démarches d'implication du public changent considérablement selon la phase du projet où elles interviennent. La concertation peut avoir lieu en amont d'une décision (on parle alors de « concertation préalable »), mais peut également se tenir après un débat public ou une concertation préalable, et porte alors sur les suites données par le maître d'ouvrage jusqu'à l'enquête publique. Elle peut se tenir par obligation légale ou à l'initiative du porteur du projet, plan ou programme. A cette pluralité de démarches correspond une pluralité de nuances, d'obligations et de marges de manœuvre dans le rôle des garant.e.s.

II. Les garant.e.s, acteur.rice.s clé.e.s de la concertation

Les garant.e.s veillent au respect du droit à l'information et à la participation du public issu de la Charte constitutionnelle de l'environnement et précisé par les dispositions du Code de l'environnement. Garant.e.s d'un droit, ils.elles sont prescripteur.rice.s d'actions pour en assurer l'effectivité. La CNDP préconise ainsi que les garant.e.s ne se placent jamais comme des évaluateur.rice.s ex/post des démarches de concertation, ni comme observateur.rice.s ou comme de simples greffier.ère.s. Les garant.e.s sont des acteur.rice.s à part entière et actif.ve.s du processus de concertation, même s'il y a un curseur à placer, au cas par cas et en liaison avec le porteur du projet, entre le suivi, l'animation et la conduite de démarches de concertation.

Les garant.e.s interviennent pour rectifier, infléchir ou améliorer le processus de concertation. II.Elles ne sont pas là pour émettre un jugement final sur le projet, mais pour évaluer et rendre compte de la concertation. Les garant.e.s sont donc une figure en mesure d'influer la qualité de la concertation pendant son déroulement.

La marge de manœuvre des garant.e.s est donc très large : du suivi critique à la définition des démarches de concertation ou à la co-élaboration de la concertation avec le MO.

Ainsi,

1. La CNDP préconise un rôle actif des garant.e.s tout au long du processus de concertation dès la conception de la démarche et encadre chaque prise de fonction par une lettre de mission rendue publique.

2. Dès sa prise de fonction, les garant.e.s doivent décider en accord avec la CNDP la manière dont ils.elles garantiront le droit à la participation et à l'information du processus et doivent expliciter leur choix auprès du MO et du public.

a. Garantir quoi ? La neutralité des garant.e.s

La neutralité des garant.e.s concerne à la fois le projet débattu et les relations avec toutes les parties prenantes. Les garant.e.s ne s'expriment pas sur le fond du projet, adoptent des comportements ne favorisant ni ne pénalisant aucune des parties prenantes, n'émettent pas de questions ou propositions de fond. En revanche, il est de leur rôle de veiller à ce que les sujets de fond soient bien portés à la connaissance du public et que les contributions du public soient bien prises en compte par le décideur.

Pour accomplir leur mission, les garant.e.s doivent donc garantir :

- la qualité et sincérité des informations diffusées. S'ils.elles ne sont pas suffisamment compétent.e.s pour évaluer le caractère complet et pluriel de l'information, ils.elles peuvent faire recours à plusieurs compétences en accord avec la CNDP ;
- le contenu et la qualité des outils d'information ;
- les caractéristiques et la pertinence des outils d'expression du public ;
- la possibilité pour le public de poser des questions ou de formuler des propositions et d'obtenir les réponses argumentées de la part du maître d'ouvrage ;
- la mise en place d'un calendrier et de modalités permettant la participation la plus élargie, inclusive et continue du public (par exemple les modalités d'éventuelles réunions publiques) ;
- le respect des principes de base d'une démarche d'implication du public (inclusion, accessibilité, intelligibilité des documents, liberté d'expression etc.), qui rejoignent en partie ceux de la CNDP (indépendance, neutralité, transparence, équivalence et argumentation) ;
- la réponse à toute question ou remarque sur le déroulement du processus, par exemple si leur sont signalés des dysfonctionnements de la démarche ;
- le bon déroulement de la concertation, et notamment le respect du cadre juridique posé par le code de l'environnement.

Ainsi,

3. Les garant.e.s assistent à toutes les réunions de travail, publiques, thématiques et aux ateliers organisés par le MO, et (re)lisent tous les documents produits lors de la concertation (documents d'information, dossiers techniques, comptes rendus, etc.)

4. Les garant.e.s doivent avoir un *droit de regard* sur l'ensemble de la démarche, des ressources et des propositions du MO pour l'organisation de la concertation : ils prescrivent les modalités et le calendrier de la concertation en fonction de leur étude du contexte, et des informations dont ils.elles ont connaissance sur le projet et les enjeux qu'ils emportent en matière d'association du public. Suivant le type de projet et de concertation, le choix final des modalités et du calendrier appartient à la CNDP qui les valide en séance plénière, ou au maître d'ouvrage, sans que cela réduise les garant.e.s à l'état de « caution démocratique ». Cette mission dépasse donc la simple observation.

5. Les garant.e.s peuvent intervenir à tout moment pour rappeler le cadre ou les règles de la concertation aux participant.e.s ou aux organisateur.rices.

b. Garantir qui ? L'indépendance des garant.e.s

Indépendance ne signifie pas absence de dialogue ou traitement identique a priori de toutes les situations et de tous les acteur.rice.s en jeu. Les garant.e.s doivent savoir et pouvoir dialoguer avec toutes les parties prenantes selon leurs spécificités et selon le contexte et la conjoncture entourant le projet, notamment à des vues de réductions d'asymétries, selon le principe d'équivalence porté par la CNDP.

Les garant.e.s doivent garantir à tous les interlocuteurs la même qualité d'écoute et ouverture d'esprit au-delà de leur position vis-à-vis du projet ou de la concertation.

Ils.Elles peuvent aussi se positionner en situation de facilitateur.rice.s si les parties prenantes n'arrivent pas à dialoguer de façon constructive et si elles le demandent.

Ainsi,

6. Les garant.e.s peuvent rencontrer en dehors du processus de concertation autant de fois qu'il.elles le considèrent nécessaire une ou plusieurs des parties prenantes (MO, associations, public, collectifs, expert.e.s) pour mieux les associer à la démarche et/ou comprendre le contexte. Les garant.e.s peuvent décider, en accord avec ses interlocuteur.rice.s, du statut de ces rencontres : confidentielles ou publiques.

c. Garantir comment ? La transparence et l'accessibilité des garant.e.s

Les garant.e.s doivent être connu.e.s par tous les participant.e.s. Leur rôle et leurs missions doivent être précisément explicités au public dès le démarrage de la concertation.

Ils.Elles doivent être à disposition de toutes les parties prenantes et donner toujours une réponse à tout type de sollicitation concernant la concertation garantie. Les garant.e.s peuvent, s'ils.elles le jugent nécessaire au vu du déroulement de la concertation et des controverses que pose le projet, plan ou programme, faire la demande à la CNDP d'une expertise complémentaire.

Dans un souci de transparence, les garant.e.s doivent rédiger un bilan rendu public à la fin de la procédure.

Ainsi,

7. Les garant.e.s disposent de coordonnées non personnelles créées pour eux par la CNDP (boîte courriel, boîte postale si besoin) et se doivent de les diffuser largement.

8. Le bilan établi par les garant.e.s à la fin de la concertation doit être public et publié en ligne sur le site de la CNDP en format électronique téléchargeable. Les garant.e.s doivent préciser dans leur bilan comment ils.elles ont évalué la qualité de l'information et de l'association du public pendant la concertation, ainsi que les raisons des choix opérés. Ils.Elles précisent les arguments du public qui n'ont pas obtenu de réponse pendant la concertation et demandent au MO ou, le cas échéant, aux pouvoirs publics de donner des réponses.

9. Une fois que le MO a publié les enseignements qu'il tire de la concertation, ainsi que les mesures qu'il compte mettre en place, les garant.e.s rédigent un avis. Cet avis, très court, a pour objectif d'évaluer la complétude des réponses données par les responsables de projet, ainsi que la qualité argumentative de ces réponses. Cet avis porte donc sur un moment clé d'un processus participatif, celui de l'intégration des résultats avec l'apprise de décision, aussi appelé « reddition des comptes ».

III. Le profil des garant.e.s

S'il n'est pas nécessaire que les garant.e.s soient expert.e.s dans le domaine du projet dont ils.elles garantissent la concertation, il est en revanche fondamental que les garant.e.s aient des connaissances dans trois domaines particuliers :

1. lois et procédures encadrant la concertation et la participation du public en aménagement, urbanisme et en environnement ;
2. fondamentaux des démarches participatives : méthodes et techniques de mobilisation et d'implication de tous les publics, rôle de l'expert et de l'expertise, articulation à la décision ;
3. principes et logiques de fonctionnement de la CNDP.

De plus, seront sélectionnés des candidat.e.s disponibles pour intervenir dans des régions déficitaires en garant.e.s : les Hauts-de-France, le Grand Est, la Bourgogne-Franche-Comté, la Bretagne, la Normandie, le Centre-Val de Loire, la Corse, la Guadeloupe, la Martinique, la Guyane, et Mayotte.

Par ailleurs, lors de la candidature, disposer d'une expérience dans les domaines de la participation et/ou de la médiation est un critère de sélection pondéré à 10% de la note finale.

Missions des garant.e.s	Compétences et savoir-faire/être associés	Pondération des critères
1/ Garantir le droit à l'information sur le projet		
<ul style="list-style-type: none"> • Lire et comprendre des documents de projets (cartes, synthèses, schémas...) et être en mesure d'en repérer les éventuels manques ou défauts. • Assurer la qualité, l'intelligibilité et la sincérité des informations diffusées au public, notamment en prescrivant des améliorations des outils d'information et du contenu des documents publics aux MO. • Amener le MO à rendre public le maximum de documents possible. • Veiller à ce que les questions de fond posées par les participants soient prises en compte et trouvent réponse auprès du MO. • Repérer les controverses éventuelles auxquelles le MO ne parvient pas à apporter de réponse satisfaisante, et demander à la CNDP une expertise complémentaire. • Ne pas se prononcer sur le fond des projets (neutralité) : rappeler le cadre juridique du droit à l'information, et notamment les délais et modalités de communication au public que tout MO doit respecter. • Porter un regard critique sur l'ensemble des documents afférents à la concertation et obtenir du MO qu'il les rectifie si besoin : dossier de concertation, flyers d'invitations, affiches, etc. 	<ul style="list-style-type: none"> • Compréhension des enjeux sociaux, économiques, environnementaux et d'aménagement des projets, plans ou programmes. • Maîtrise des lois et procédures encadrant la concertation et la participation du public en environnement, aménagement et urbanisme. • Esprit d'analyse et de synthèse. 	25 %
2/ Garantir le droit à la participation du public		
<p>Préparation :</p> <ul style="list-style-type: none"> • Mener une étude de contexte territoriale à partir d'entretiens menés librement pour comprendre ce que chaque acteur.rice pense du projet et de la concertation. • Prescrire au MO les actions à mettre en œuvre pour rendre possible une mobilisation forte du public et des participant.e.s spécifiquement visés, notamment les outils plus pertinents. • Mettre en place un calendrier et des modalités permettant la participation la plus élargie, inclusive et continue du public. Ces modalités doivent découler des résultats de l'étude de contexte et se construire en collaboration directe avec le MO. <p>Déroulement :</p> <ul style="list-style-type: none"> • Dialoguer avec toutes les parties prenantes selon leurs spécificités et selon le contexte et la conjoncture du projet, notamment afin de réduire les asymétries d'accès à la participation. 	<p>Maîtrise des fondamentaux des démarches participatives : méthodes et techniques de mobilisation et d'implication de tous les publics, d'animation du rôle de l'expert.e et de l'expertise, d'articulation à la décision :</p> <ul style="list-style-type: none"> • Compréhension des jeux d'acteurs et intelligence des situations. • Capacité à s'adresser et à écouter différents niveaux d'interlocuteurs.rices. • Goût et capacité à travailler avec les publics éloignés de la décision. • Aisance en situation ou contexte conflictuel. • Disponibilité, adaptabilité, réactivité : aux situations, aux acteurs, aux événements ... • Aptitude à l'expression orale. • Capacité à exercer sa mission avec indépendance (vis-à-vis du porteur du projet et de toutes les parties prenantes). 	35 %

<ul style="list-style-type: none"> • Veiller à apporter une réponse à toute question afférente à la concertation. • Rectifier, infléchir ou améliorer le processus de participation en cours de déroulement. • Rendre possible le dialogue lorsqu'il est rompu. • Animer les rencontres avec le public, si le contexte semble y appeler. 	<ul style="list-style-type: none"> • Capacité à travailler sous pression et en autonomie. • Maîtrise des réseaux sociaux. • Sens du service public. 	
3/ Rédiger de manière indépendante et neutre un bilan de la concertation rendu public		
<ul style="list-style-type: none"> • Rendre compte par la rédaction d'un bilan publié sur le site internet de la CNDP du déroulement de la concertation, de la qualité de l'information et de l'association du public pendant la concertation, ainsi que des raisons des choix opérés. • Une fois que le MO a publié sa réponse à ce bilan indiquant les enseignements qu'il tire de la concertation, rédiger un avis pour expliciter la prise en compte, ou non, des différents points de vue exprimés lors de la concertation. 	<ul style="list-style-type: none"> • Aisance rédactionnelle. • Maîtrise des outils bureautiques. 	15 %
4/ Insérer la concertation et la mission dans un contexte territorial spécifique		
<ul style="list-style-type: none"> • Se faire connaître par tous les participant.e.s, expliciter son rôle, être identifiable comme un.e acteur.rice à part entière de la concertation et se mettre à la disposition de tous les participant.e.s. • Affirmer sa position et les principes de la CNDP, et notamment l'indépendance vis-à-vis du MO et l'égalité de traitement de tou.te.s les participant.e.s et acteurs de la concertation. 	<ul style="list-style-type: none"> • Compréhension des enjeux sociopolitiques d'un territoire. • Sens de la diplomatie. • Maîtrise des principes et logiques de fonctionnement de la CNDP. 	15 %

Les garant.e.s devront suivre une formation obligatoire et gratuite pour se mettre à niveau sur ces domaines de connaissance. Cette formation n'est pas indispensable pour être inscrit.e sur la liste nationale mais reste obligatoire pour être missionné.e par la CNDP sur une première concertation. Financée par la CNDP, cette formation vise à harmoniser les pratiques de concertation sous son égide. Ainsi, chaque garant.e devra :

- Suivre une formation initiale proposée par la CNDP, a priori sous format de MOOC (ou bien être titulaire d'un diplôme équivalent dans le domaine de la participation ou de la médiation) ;
- participer à une journée de rencontre collective avec d'autres garant.e.s et l'équipe de la CNDP ;
- participer à une formation de prise en main de la mission, dans le mois suivant sa désignation.

IV. Les engagements et les droits des garant.e.s

Avant chaque mission pour laquelle ils.elles sont désigné.e.s, les garant.e.s signent une charte d'éthique, de déontologie et un document cadre relatif à la mission de garant.e, souscrivant ainsi aux clauses qui encadrent son engagement en faveur de la concertation, et qui assurent son indépendance, son impartialité, sa neutralité ainsi que son devoir de réserve.

Les garant.e.s doivent par ailleurs :

- signaler d'eux.elles-mêmes les situations de conflit d'intérêts, notamment en cas de liens économiques ou personnels avec l'une des parties prenantes ;
- s'engager sur l'ensemble de la procédure de concertation prise en charge ;
- rédiger le bilan de la concertation à la clôture de chaque mission, dans le délai fixé ;
- mettre à jour régulièrement sa fiche de présentation sur le portail Internet de la CNDP ;
- participer aux manifestations organisées annuellement à destination des garant.e.s.

L'ensemble de ces engagements peut nécessiter une grande disponibilité de la part des garant.e.s, d'autant plus si le contexte et le déroulement de la concertation sont complexes. Le non-respect de ces obligations pourra conduire à la radiation de la liste nationale.

Les garant.e.s, dès lors qu'ils.elles sont désigné.e.s par la CNDP, sont indemnisé.e.s par cette dernière selon un montant horaire de vacations s'élevant à 55,22 €HT. Ces indemnités ne peuvent toutefois pas dépasser 9 108 €HT par concertation et sont virées en fin de mission sur la base du bilan de la concertation. Elles sont imposables et doivent figurer au titre des traitements et salaires dans la déclaration de revenus. Par ailleurs, les frais engagés par cette mission (déplacements, kilométrages en voiture, hébergement, restauration, secrétariat, télécommunications, internet...), mais également par les déplacements à Paris pour les journées de rencontres et de formation sont remboursés par la CNDP sur justificatifs originaux. Suite à une inscription, l'ensemble des fiches pratiques et modes opératoires sont disponibles sur EN LIEN, la plateforme collaborative de la CNDP.

Enfin, les garant.e.s bénéficient de l'assistance technique, méthodologique et institutionnelle de la CNDP. Des interlocuteur.ice.s disponibles au sein de la CNDP veillent à ne pas les laisser seul.e.s sur les territoires, et s'appliquent à tisser des relations de confiance avec eux. Lors de leurs premières missions, les garant.e.s sont régulièrement nommé.e.s en binôme avec un.une autre garant.e plus expérimenté.e afin de favoriser la co-formation. Cette nomination en binôme peut également avoir lieu en cours de mission, si la CNDP le décide ou si les parties prenantes du territoire en font la requête motivée et que la CNDP y donne suite. Il est important que les garant.e.s aient un lien continu avec la CNDP et qu'ils.elles informent de manière régulière (mensuelle) de la tenue de sa mission et des éventuelles difficultés rencontrées.

L'inscription sur la liste nationale n'assure pas la désignation immédiate sur des missions de concertation, car cela dépend directement des demandes et des saisines que reçoit la CNDP (nous remarquons ainsi des territoires plus demandeurs que d'autres). En revanche, elle est l'occasion, au-delà de la garantie des concertations, de se former aux enjeux de la démocratie participative et du droit de l'environnement, notamment à travers l'organisation de webinaires, sa banque documentaire et son dispositif de formation. Pour s'assurer que tou.te.s les garant.e.s soient au niveau avec ces standards de compétences, la CNDP proposera une formation obligatoire aux garant.e.s. Un système de tutorat sera mis en place pour les garant.e.s sans expérience.